

QUELLES CONDITIONS POUR PARTIR EN RETRAITE AVANT 60 ANS ?

- **Règles d'abaissement de l'âge de la retraite pour les assurés ayant commencé à travailler jeunes et ayant eu une longue carrière**
- **Visualisation de la condition de durée d'assurance en début de carrière**
- **Trois cas types**
- **Les démarches à entreprendre auprès du Régime général**

Règles d'abaissement de l'âge de la retraite pour les assurés ayant commencé à travailler jeunes et ayant eu une longue carrière

A compter du 1^{er} janvier 2004, les assurés ayant commencé à travailler jeunes et ayant eu une longue carrière pourront partir en retraite à 56, 57, 58 ou 59 ans s'ils remplissent **trois conditions cumulatives** :

• Condition de durée d'assurance validée

Les intéressés devront justifier, tous régimes de retraite de base confondus (c'est à dire sur l'ensemble de leur carrière), d'une durée minimale d'assurance au moins égale à 168 trimestres.

• Condition de durée d'assurance cotisée

Ils devront également justifier d'une durée d'assurance cotisée de :

- 168 trimestres : pour un départ à 56 ou 57 ans
- 164 trimestres : pour un départ à 58 ans
- 160 trimestres : pour un départ à 59 ans

La notion de durée cotisée se définit comme la durée d'assurance ayant réellement donné lieu à cotisations à la charge de l'assuré. Toutefois, les périodes de service militaire et de maladie sont dans certaines conditions prises en compte dans la durée cotisée dans la limite de 4 trimestres tant pour le service militaire que pour la maladie.

- Sont donc exclues de la durée cotisée : les périodes de chômage et d'invalidité assimilées à des périodes d'assurance, de même que les périodes reconnues équivalentes (PRE), les majorations de durée d'assurance pour enfant ou pour congé parental, ainsi que les périodes d'assurance ayant donné lieu à cotisations à la charge d'un tiers (c'est à dire l'assurance des parents au foyer (AVPF), dont les cotisations sont à la charge des caisses d'allocations familiales).

- Les périodes de service militaire, en revanche, peuvent être prises en compte, si cela s'avère nécessaire pour permettre de considérer une année comme étant cotisée et ce dans la limite de 4 trimestres au total. Chaque période de 90 jours de date à date peut permettre de valider un trimestre.

Il en va de même pour les périodes de maladie, à raison là aussi de 4 trimestres au maximum. Les trimestres sont validables de la manière suivante :

- Maladie et incapacité temporaire pour accident du travail : 1 trimestre pour 60 jours de perception d'indemnités journalières.
- Maternité : le trimestre civil au cours duquel est survenu l'accouchement.

• Condition de début d'activité

- Ils devront, enfin, avoir validé au moins 5 trimestres avant la fin de l'année civile de leurs 16 ans pour un départ à 56, 57 ou 58 ans. A défaut, pour ceux nés au dernier trimestre, 4 trimestres validés dans l'année civile des 16 ans suffiront.

- Pour un départ à 59 ans, ils devront avoir validé au moins 5 trimestres avant la fin de l'année civile de leurs 17 ans. A défaut, s'ils sont nés au dernier trimestre, 4 trimestres validés dans l'année civile des 17 ans suffiront.

Visualisation de la durée d'assurance en début de carrière

Trois cas types

- **Mère de deux enfants, Jacqueline est née le 28 février 1945 et a commencé à travailler à 14 ans, en juin 1959, année pour laquelle elle valide 3 trimestres. Son relevé de carrière présente aujourd'hui 179 trimestres acquis par cotisations et 16 trimestres de majoration pour enfants. Pourra-t-elle bénéficier d'un départ anticipé et à quel âge ?**

- Etant née en février 1945, elle aura 58 ans et 11 mois à l'entrée en vigueur du dispositif de retraite anticipée au 1/01/2004.

A 58 ans, elle doit réunir 168 trimestres validés, dont 164 trimestres cotisés.

Elle remplit largement ces conditions, puisqu'elle totalise 195 trimestres de durée d'assurance validés, dont 179 acquis par cotisations.

- **Remplira-t-elle au 1/01/2004 la condition de début d'activité ?**

Pour un départ à 58 ans, elle doit donc réunir 5 trimestres avant la fin de l'année civile de ses 16 ans (le 31/12/1961).

Or, elle valide 3 trimestres en 1959, 4 trimestres en 1960, 4 trimestres en 1961, soit un total de 11 trimestres sur cette période.

- Elle pourra donc partir au 1^{er} janvier 2004 à l'âge de 58 ans et 11 mois.

- **Robert est né le 15 décembre 1947 et a commencé à travailler à 16 ans, en septembre 1964, année pour laquelle il valide 4 trimestres. Son relevé de carrière présente aujourd'hui 160 trimestres acquis uniquement par cotisations. Pourra-t-il bénéficier d'un départ anticipé et à quel âge ?**

- Etant né en décembre 1947, il aura 56 ans au 1/01/2004.

A 56 ans, il doit réunir 168 trimestres validés et cotisés, ce qui n'est pas son cas puisqu'au 1^{er} janvier 2004, il ne réunira que 160 trimestres d'assurance.

Son départ n'est donc pas envisageable avant le 1^{er} janvier 2006, date à laquelle il réunira 168 trimestres d'assurance validés, dont au moins 164 trimestres cotisés, s'il continue à travailler, sachant qu'il sera alors âgé de 58 ans.

- Remplira-t-il, au 1/01/2006, la condition de début d'activité ?

Pour un départ à 58 ans, il doit valider 5 trimestres avant la fin de l'année civile de ses 16 ans (le 31/12/1963) ou, puisqu'il est né au dernier trimestre, 4 trimestres dans l'année civile de ses 16 ans.

Ce n'est pas son cas, puisqu'il n'a commencé à travailler qu'en septembre 1964, c'est à dire l'année civile de ses 17 ans.

- Il ne pourra donc partir qu'au 1^{er} janvier 2007, à 59 ans, date à laquelle il ne remplira toujours pas la condition des 5 trimestres validés avant la fin de l'année civile des 17 ans (1964), mais celle des 4 trimestres validés dans l'année civile des 17 ans, prévue à défaut pour les personnes nées au dernier trimestre.

- **Bernard est né le 20 mai 1946 et a commencé à travailler à 17 ans, en juillet 1963, année pour laquelle il valide 2 trimestres. Son relevé de carrière ne présente aujourd'hui que 162 trimestres. Pourra-t-il bénéficier d'un départ anticipé et à quel âge ?**

- Etant né en mai 1946, il aura 57 ans au 1/01/2004.

A 57 ans, il doit réunir 168 trimestres validés et cotisés, ce qui n'est pas son cas puisqu'au 1^{er} janvier 2004, il ne réunira que 162 trimestres d'assurance.

Son départ n'est donc pas envisageable avant le 1^{er} juillet 2005, date à laquelle il réunira 168 trimestres d'assurance validés et cotisés, sachant qu'il sera alors âgé de 59 ans et 2 mois.

- Remplira-t-il, au 1/07/2005, la condition de début d'activité ?

Pour un départ à 59 ans, il doit valider 5 trimestres avant la fin de l'année civile de ses 17 ans (le 31/12/1963)

Or, il ne valide que 2 trimestres sur cette période.

- Il ne pourra donc bénéficier des nouvelles mesures de départ en retraite anticipée et devra attendre 60 ans pour faire valoir ses droits à retraite au régime général.

Les démarches à entreprendre auprès du régime général

• Les formalités auprès du régime de base

Le régime général a mis en place un numéro de téléphone national pour orienter les assurés dans leurs démarches : **0 825 809 789**.

Pour toute question sur un droit éventuel à un départ avant 60 ans, il convient de contacter ce numéro.

Si l'assuré n'a jamais fait l'objet d'une opération de reconstitution complète de sa carrière, il recevra alors son relevé de carrière et les coordonnées de l'agence retraite qui sera en charge de compléter sa carrière en lien avec lui. Cette dernière le contactera pour lui indiquer les démarches les plus adaptées à son cas.

Si l'assuré a déjà fait l'objet récemment d'une reconstitution de carrière, le service téléphonique orientera sa demande vers la caisse compétente, qui lui adressera alors une attestation faisant le point de sa situation vis-à-vis de ce droit à départ anticipé, en tenant compte des trois conditions.

Au cas où les conditions seraient remplies pour bénéficier d'un départ à la retraite avant 60 ans et s'il souhaite y recourir, l'assuré devra joindre cette attestation à sa demande de retraite.

• Les conseils de la Cnav

Il convient de ne prendre aucune décision quant à une cessation d'activité avant :

- d'avoir fait le point sur son droit à départ avant 60 ans dans le cadre de la démarche précisée ci-dessus
- d'avoir également fait le point avec les autres régimes de base et les régimes complémentaires.

En effet, si ce droit est ouvert dès janvier 2004 dans le régime de base, les conditions de mise en oeuvre de cette mesure dans les régimes complémentaires ne sont pas encore arrêtées et dépendent des résultats des négociations en cours.

LE ROLE JOUE PAR LA CNAV ET SON CONSEIL D'ADMINISTRATION

- **Le Conseil d'administration de la Cnav a proposé d'amender le dispositif prévu initialement par les Pouvoirs publics pour assurer plus d'équité**
- **La proposition de la Cnav acceptée par les Pouvoirs publics**

Le Conseil d'administration de la Cnav a proposé d'amender le dispositif prévu initialement par les Pouvoirs publics pour assurer plus d'équité

Dans le projet de décret, les Pouvoirs publics avaient prévu d'ouvrir le dispositif aux assurés validant au moins 4 trimestres sur deux années successives selon une combinaison déterminée par le trimestre de naissance.

Saisi pour avis en sa séance du 1^{er} octobre 2003 sur ce projet de décret, le Conseil d'administration de la Cnav a :

- mis en lumière la complexité de mise en oeuvre au plan technique du dispositif initialement prévu. Depuis 1949, les trimestres de retraite sont en effet reportés au compte des assurés par année civile et non en fonction de leur date anniversaire (*).
- soulevé le problème de l'équité entre les assurés. En effet, l'entrée dans la vie active ne se fait pas en fonction du mois ou du trimestre de naissance, mais plutôt en fonction du mois durant lequel intervient la fin de scolarité (auquel il faut encore ajouter, pour certains, les mois de recherche d'emploi). Cela augmente, de fait, le manque de corrélation entre âge de début d'activité et trimestres validés au cours d'une année civile.

(*) De plus, la validation des trimestres de retraite n'est pas liée à la durée effective de l'activité exercée au cours de l'année, mais au montant des salaires plafonnés ayant servi au report des cotisations durant ladite année. Autrement dit, c'est le salaire perçu dans la limite d'un certain plafond qui détermine ou non de l'attribution d'un trimestre. Sachant que, au fil du temps, ce salaire de référence n'a pas toujours été déterminé en fonction des mêmes critères. De 1949 à 1971, un trimestre de retraite était en effet retenu, dans la limite de 4 par an, chaque fois que le salaire perçu était égal au montant trimestriel de l'AVTS en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée. Depuis 1972, un trimestre est validé pour 200 fois le montant du Smic horaire en vigueur au 1^{er} janvier de l'année (soit 1 366 euros au 1/01/03). Ce principe d'acquisition des trimestres rendait donc impossible le fait de raisonner sur une combinaison déterminée sur la date d'anniversaire.

La proposition de la Cnav acceptée par les Pouvoirs publics

- En conséquence, le Conseil d'Administration de la Cnav a proposé de retenir comme règle de mise en oeuvre de la condition de durée d'assurance en début d'activité le principe suivant :
 - Les assurés devront avoir validé au moins 5 trimestres avant la fin de l'année civile de leurs 16 ans pour un départ à 56, 57 ou 58 ans. A défaut, s'ils sont nés au dernier trimestre, 4 trimestres validés dans l'année civile des 16 ans suffiront.
 - Pour un départ à 59 ans, ils devront avoir validé au moins 5 trimestres avant la fin de l'année civile de leurs 17 ans. A défaut, s'ils sont nés au dernier trimestre, 4 trimestres validés dans l'année civile des 17 ans suffiront.
- Cette proposition a été acceptée par les Pouvoirs publics et intégrée dans le décret publié au journal officiel du 31 octobre 2003.

LES INCIDENCES DE LA REFORME

- **Le profil des futurs bénéficiaires de la retraite anticipée**
- **Le coût du dispositif**

Le profil des futurs bénéficiaires de la retraite anticipée

- **Les prévisions de la Cnav**

Avec un nombre de bénéficiaires variant de 159 000 à 180 000 selon les années, la Cnav estime, pour le régime général, à 460 000 le nombre d'assurés qui devraient demander à bénéficier de la mesure entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2008 sur les 500 000 assurés bénéficiaires potentiels.

Montée en charge de la mesure / année

Années	Nombre de bénéficiaires qui seront dans le dispositif
2004	159 000
2005	172 000
2006	181 000
2007	180 000
2008	175 000

Source CNAV - DPCE.

Seule l'année 2004 est entièrement composée de nouveaux bénéficiaires. Les effectifs affichés ensuite correspondent au stock de bénéficiaires de la retraite anticipée, qu'ils aient fait valoir leurs droits l'année considérée ou les années précédentes, sachant que chaque année des assurés entrent et sortent du dispositif.

Les hypothèses de comportement retenues pourraient, cependant, se révéler sensiblement différentes dans la réalité. Le chiffrage présenté ici suppose en effet que 90 % des hommes et 89 % des femmes demandent à bénéficier de la mesure et qu'un faible nombre d'assurés susceptibles d'y avoir droit y renoncent. Le cas échéant, le nombre de bénéficiaires pourrait donc, in fine, s'avérer moins important. Une incertitude de taille demeure, notamment, sur le choix que feront les bénéficiaires de l'assurance chômage et les salariés bénéficiant d'un accord de préretraite CATS d'entrer ou non dans le dispositif.

Le coût du dispositif

- **Le chiffrage de la Cnav**

Selon les estimations réalisées par la Cnav sur le nombre de bénéficiaires éventuels de la mesure, le coût du dispositif de retraite anticipée pour le régime général devrait varier entre 1,4 et 1,5 milliard d'euros selon les années.

Années	Estimation du coût annuel pour le Régime général en milliard d'euros (valeur 2004)
2004	1, 050 milliard d'euros
2005	1, 480 milliard d'euros
2006	1, 540 milliard d'euros
2007	1, 520 milliard d'euros
2008	1, 490 milliard d'euros
Soit au total	7, 080 milliards d'euros

Source CNAV - DPCE.

Le montant 2004 tient compte de la montée en charge progressive du dispositif.

D'autres hypothèses ont été étudiées, dont la suivante : parmi les assurés remplissant les conditions, 66 % des assurés en activité et 90 % des assurés au chômage, en arrêt maladie ou en préretraite, auraient recours au dispositif. Avec de tels taux de recours, le coût de la mesure s'élèverait alors à 1,2 milliard d'euros pour 2004 en année pleine (au lieu de 1,4 milliard d'euros) pour un nombre de bénéficiaires voisin de 133 000 (au lieu de 159 000).

ANNEXE 1

LA CNAV ET LE REGIME GENERAL DE LA SECURITE SOCIALE

• Le régime général

La Cnav et les caisses régionales gèrent la retraite des salariés du commerce et de l'industrie, qui relèvent du régime général de la sécurité sociale. Le régime général est aujourd'hui le plus important régime de retraite. Avec 16 millions de cotisants, il représente environ 67,6 % de l'ensemble des régimes de retraite par répartition. Il est également prépondérant par son nombre de retraités. Aujourd'hui, plus des $\frac{3}{4}$ des personnes de plus de 60 ans en France (81%) perçoivent une retraite du régime général. Elles seront 90 % en 2015. A titre indicatif, les retraites servies par le régime général représentent aujourd'hui, en nombre, un peu plus de la moitié de celles de l'ensemble des régimes de base (50,15 %).

En 2002, le régime général a versé 62,07 milliards d'euros de prestations retraite et veuvage.

• Les missions de la Cnav

Outre le calcul et le paiement des retraites et de l'assurance veuvage, la Cnav a pour mission de :

- **tenir à jour les comptes des salariés**, qui serviront le moment venu à calculer leur retraite (61,4 millions de carrières suivies en 2002, 1,9 million de déclarations annuelles de données sociales exploitées, dont près de 30 % transmises par les employeurs via le réseau et internet).

- **informer les assurés et les partenaires** (2,9 millions de visites reçues dans 2 110 points d'accueil retraite en 2002, 374 099 estimations de retraite délivrés aux assurés et plus d'un million de régularisations de carrière effectuées).

- **calculer les droits à retraite des nouveau retraités** (656 000 nouveaux retraités en 2002, ce qui porte à 10,3 millions le nombre total de retraités du régime général) **et assurer le paiement des pensions** (121,8 millions d'opérations de paiement réalisées en 2002).

- **assurer une action sociale diversifiée**, qui facilite la vie à la retraite. La branche retraite favorise les interventions de soutien à domicile sous forme d'aides individuelles. Elle finance, notamment, des heures d'aide ménagère, (260 millions d'euros consacrés au financement de l'aide ménagère en 2002 pour 319 000 bénéficiaires), mais aussi de la garde à domicile et de l'aide à l'amélioration de l'habitat. Elle participe aussi au financement des programmes de construction et de modernisation d'établissements d'hébergement pour les personnes âgées.

- **réaliser ou commanditer des études sur les personnes âgées et le vieillissement**. Consciente de l'enjeu de société lié à sa mission, la Cnav s'est dotée en 1973 d'une direction de la recherche sur le vieillissement, dont les travaux représentent une source d'informations précieuses pour le présent et l'avenir. Les travaux menés dans ce laboratoire de recherches, spécialisé dans les études sociologiques et socio-économiques, portent sur les thèmes suivants : vieillissement, retraite, politiques sociales, dépendance des personnes âgées, famille et rapports entre générations, transferts publics et privés entre générations, mobilité sociale et patrimoine, technologie et vieillissement, retraite et immigration.

- **fournir des éléments de prospective au coeur des débats d'actualité sur l'avenir des retraites**. La Branche retraite s'est dotée de moyens d'expertise complémentaires adaptés aux enjeux présents en densifiant son pôle prospectif. Une nouvelle direction a été créée à la Cnav, plus spécifiquement chargée de réaliser des simulations, modèles et projections adéquats, afin de participer pleinement aux travaux en cours, tels que ceux du Conseil d'orientation des retraites (Cor) et de la Direction de la Sécurité sociale au ministère des Affaires sociales, du travail et de la solidarité.